

Acquisition et maintenance
d'un système d'information
comptable, financier et
budgétaire et reprise de
données

**Cahier des clauses administratives
particulières (CCAP)**









Consultation

SI_FINANCES





SOMMAIRE

1. DÉFINITIONS.....	3
2. OBJET DU CONTRAT.....	3
3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT.....	4
4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION	4
5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	5
6. OBLIGATIONS DU TITULAIRE	6
7. OPERATIONS DE VERIFICATION – RECEPTIONS	9
8. RESPONSABILITE DU TITULAIRE – CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNEES	12
9. PENALITES.....	13
10. GARANTIES ET ASSURANCES.....	14
11. DROITS DE PROPRIETE – CESSIION DES DROITS.....	16
12. FIN DU CONTRAT	16
13. PROCEDURE DE RECOURS	16

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	Acquisition et maintenance d'un système d'information comptable, financier et budgétaire et reprise des données
	Acheteur	Grand Paris Aménagement
	Type de contrat	Marché mixte avec une partie forfaitaire et une partie accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum mono-attributaire de services
	Lieu d'exécution	Paris 19 ^{ème}
	Durée	4 ans (renouvelable 1 fois par tacite reconduction) Marché sans mise en concurrence ultérieure avec le même titulaire possible
	Pénalités de retard	$P = V \times R / 1000$
	Variation des prix	Révisibles (formule)
	Nature des prix	Prix mixtes

1. DÉFINITIONS

 Contrat	Le contrat est un accord-cadre passé en Procédure avec négociation (Article R2124-3 3° Prestations de conception - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au CCAG Techniques de l'information et de la communication (TIC) du 30 mars 2021 . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives de l'accord-cadre.
 Acheteur	L' acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
 Titulaire	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
 Prestation	La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

2. OBJET DU CONTRAT

2.1. Description des prestations

■ Objet de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : **ACQUISITION ET MAINTENANCE D'UN SYSTEME D'INFORMATION COMPTABLE, FINANCIER ET BUDGETAIRE ET REPRISE DES DONNEES**

GPA lance une consultation en vue de procéder au changement d'outil comptable, financier et budgétaire. Le logiciel déployé, au plus tard fin 2024, doit permettre de répondre aux prescriptions de la GBCP (Décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique) - cadre réglementaire comptable et budgétaire auquel sont soumis les établissements publics.

■ Lieu d'exécution :

Le lieu d'exécution des prestations est **Paris 19ème**.

2.2. Intervenants

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur **Grand Paris Aménagement**, représenté par Stéphan de Faÿ Monsieur le Directeur Général.

Adresse et coordonnées :

Département Achats et Marchés - Grand Paris Aménagement
Grand Paris Aménagement
CS 10052
11 rue de Cambrai
Paris Cedex 19
75945

3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

■ Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un contrat de **services**.

■ Décomposition de la prestation et forme du contrat :

La forme retenue pour l'exécution du contrat est un marché décomposé comme suit :

- Partie forfaitaire ;
- Accord-cadre à **bons de commande sans minimum et avec maximum de 60 000 € HT par période de 4 ans au quantité commandé au bordereau des prix unitaires** en application des articles R2162-2, R2162-4 2° et R2162-7 à R2162-10 du Code de la commande publique.

■ Emission des bons de commande :

L'émission des bons de commande s'effectuera sans négociation au fur et à mesure des besoins.

Chaque bon de commande précisera :

- les quantités des prestations à réaliser ;
- le contenu détaillé des prestations à réaliser ;
- le montant du bon de commande ;

et s'il y a lieu :

- les conditions particulières d'exécution ;
- les conditions particulières de livraison et d'admission / réception ;
- les délais de livraisons ;
- le lieu de livraison ;
- les documents à fournir à la livraison.

Chaque bon de commande sera notifié au prestataire dans les conditions définies dans le présent CCAP.

4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

■ Durée globale du contrat :

La durée initiale du marché est de 4 an(s) à compter de sa notification, soit 3 ans de production à compter de sa notification. Il pourra être reconduit 1 fois pour la même durée.

La reconduction sera tacite.

Le titulaire ou le groupement d'entreprises ne peut refuser la reconduction.

En cas de non-reconduction, le titulaire est informé au moins deux mois avant la date d'échéance de l'accord-cadre par courrier recommandé avec accusé réception.

■ Prestations similaires :

L'acheteur peut passer avec le titulaire des marchés sans mise en concurrence pour des prestations similaires, dans un délai de 3 ans à compter de la notification du présent contrat, conformément aux dispositions de l'article R2122-7 du Code de la commande publique.

L'acheteur se réserve la possibilité de passer avec le titulaire des marchés sans mise en concurrence pour des livraisons complémentaires en cas de renouvellement ou d'extensions, conformément aux dispositions de l'article R2122-4 du Code de la commande publique.

5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

5.1. Prix du contrat

■ Nature des prix :

Les prix du contrat sont forfaitaires et unitaires.

■ Variation des prix :

Les prix sont révisibles par l'application de la formule décrite ci-dessous, à la hausse comme à la baisse.

L'index utilisé est :

Code index	Libellé de l'index
SYN	Ingénierie paru au Moniteur

La formule de variation utilisée est :

$$P = P_0 \times [0,15 + 0,85 \times (SYNM_n / SYN-TS M_0)].$$

Dans laquelle :

- **SYN M₀** : Indice à la **date d'établissement des prix**, fixée au Mois de remise des offres : **Mars 2024**

En cas de remises d'offres multiples, la date d'établissement des prix s'appuie sur l'offre finale.

- **SYNM_n** : Indice à la **date anniversaire de notification du contrat**
- **P : Prix révisés** au mois M correspondant à la date anniversaire de notification de l'accord-cadre
- **P₀ : Prix indiqués au bordereau de prix au mois de référence M₀**

Le coefficient de variation obtenu est arrondi à 3 décimales au millième supérieur.

Les prix sont fermes entre chaque période de révision.

Le pouvoir adjudicateur procède au règlement des situations sur la base de la valeur du dernier coefficient publié connu à date.

Si l'index cité ci-dessus est supprimé en cours d'exécution de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer un nouvel indice équivalent.

5.2. Conditions de paiement

■ Avance :

Sauf renoncement, une avance est prévue si le montant du marché subséquent est supérieur à 50 000 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois. Le taux de cette avance est fixé à 5%.

Le taux de l'avance passe à 10% (option B du CCAG) si le titulaire ou le sous-traitant est une PME, dans les conditions prévues à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance n'est pas révisable. L'avance est remboursée entre 65% et 80% d'avancement des prestations.

■ Régime des paiements :

Les prestations du contrat sont réglées par paiement partiel définitif (article R2191-26 du Code de la commande publique).

■ Délai de paiement :

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

6. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

6.1. Obligation de résultat

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat.

Le titulaire garantit la livraison des attendus en conformité avec le CCTP mais également avec les dispositions légales et réglementaires en vigueur pendant la période d'exécution du marché.

En cas de contradiction entre les demandes techniques de GRAND PARIS AMENAGEMENT et les dispositions légales et réglementaires, le titulaire devra en informer sans délai l'acheteur et en accord avec lui, procéder aux modifications nécessaires.

6.2. Risques et pertes

Le titulaire du marché devra informer l'acheteur de toute opération qu'il conduirait, susceptible de provoquer des pertes de données. De manière générale, il devra prévenir tout risque engendré par ses travaux, afin que l'acheteur puisse prendre les mesures appropriées, notamment en termes de sauvegarde.

En cas de destruction partielle ou totale du logiciel du fait du titulaire, d'informations, de programmes, de fichiers ou de bases de données, le titulaire devra, à la demande de la personne responsable du marché, réinstaller à ses frais les dernières sauvegardes réalisées par les services informatiques de GRAND PARIS AMENAGEMENT.

6.3. Personnel d'exécution

Le titulaire est responsable de son personnel et de celui de ses sous-traitants, en toutes circonstances, et pour quelque cause que ce soit. Il est également responsable des accidents et vols du fait de son personnel.

De même, les dégâts de toute nature occasionnés lors de la livraison, du montage ou de la maintenance des applications seront à sa charge. Dans tous les cas, la remise en état doit se faire de façon à ne pas retarder l'installation ou l'exploitation, quelle que soit l'action exercée, entre autres, auprès des compagnies d'assurance.

La personne responsable du marché peut exiger à tout moment le remplacement, pour raison technique, de toute personne mandatée par le titulaire et participant à l'exécution des prestations.

6.4. Logiciels

La conception et la fourniture des logiciels, objet du marché, consiste en une concession de droit d'usage non exclusif. Elle comporte la remise à GRAND PARIS AMENAGEMENT :

- des logiciels transcrits et naturellement exécutables,
- des manuels en français permettant d'installer et de paramétrer ces logiciels,
- des manuels en français décrivant les fonctions et les modalités d'emploi des logiciels fournis,
- des nouvelles versions prenant en compte les évolutions réglementaires survenues pendant la durée du marché.

6.5. Documents techniques à remettre par le titulaire

A réception provisoire des prestations, le titulaire devra fournir l'ensemble des documents permettant l'exploitation, les procédures courantes d'utilisation et la maintenance de premier niveau.

En cas de retard dans la remise des documents, une retenue sera opérée sur le montant du bon de commande restant dû. Le montant de cette retenue est fixé à 200€ par jour de retard.

La non-communication de ces documents fait obstacle au prononcé de la réception définitive des prestations.

■ Sous-traitance :

Le titulaire du marché peut, sous sa responsabilité, sous-traiter une partie des prestations qui lui sont confiées conformément aux articles L. 2193-1 du Code de la commande publique.

La sous-traitance totale du marché est interdite.

Le titulaire doit préalablement obtenir du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

La demande d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement, en cours d'exécution du marché, devra être remise en main propre contre récépissé ou être notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au pouvoir adjudicateur 15 jours avant tout début d'intervention du sous-traitant.

Cette demande devra obligatoirement préciser :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues au projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie.

Elle sera en outre accompagnée d'une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner mentionnée aux articles L. 2141-1 et suivants du Code de la commande publique.

Le titulaire devra établir qu'il n'a consenti aucune cession, ni aucun nantissement de créances résultant du marché de nature à faire obstacle au paiement direct du sous-traitant : il apportera cette preuve, soit par la production du certificat de cessibilité du marché qui lui aura été délivré, soit par la production d'une attestation ou d'une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances lorsque les dispositions des articles R.2191-3 et suivants et R. 2191-3 du Code de la commande publique s'appliquent au présent marché.

Si le montant des prestations sous-traitées lui semble anormalement bas, l'acheteur sollicitera la transmission des précisions et justifications nécessaires. Si les éléments fournis ne permettent pas de justifier de manière satisfaisante le caractère bas du montant sous-traité, la demande de sous-traitance sera rejetée.

Le titulaire qui recourt à la sous-traitance des prestations du marché, sans avoir au préalable obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement encourt la résiliation du marché à ses torts exclusifs.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent CCAP leur sont applicables. Il reste seul responsable du respect de celles-ci envers GRAND PARIS AMENAGEMENT.

■ Paiement direct des sous-traitants :

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par l'acheteur, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

A cette fin, le sous-traitant adressera ses demandes de paiement :

- au titulaire du marché, par remise en main propre contre récépissé ou notification par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ;

- ainsi qu'au pouvoir adjudicateur.

Cette demande de paiement comportera, outre copie des factures adressées au titulaire du marché, copie du récépissé ou de l'accusé de réception attestant que le titulaire a reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le titulaire du marché dispose d'un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la signature du récépissé ou de l'accusé de réception pour donner son accord ou notifier son refus au sous-traitant, ainsi qu'au pouvoir adjudicateur

S'il est établi, par la transmission au pouvoir adjudicateur de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé par le titulaire du marché, l'acheteur adressera sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant à l'appui de sa demande de paiement.

En cas d'accord du titulaire sur le montant de la demande de paiement formulée par le sous-traitant, ou en cas de silence gardé par le titulaire au terme du délai de quinze (15) jours à compter de la date de signature du récépissé ou de l'accusé réception, ou en cas de silence gardé au terme d'un délai de quinze (15) jours à compter de l'envoi au titulaire de la demande de paiement du sous-traitant, lorsque le titulaire refuse le pli ou ne le réclame pas, l'acheteur procédera au règlement de la facture du sous-traitant.

7. OPERATIONS DE VERIFICATION – RECEPTIONS

7.1. Mise en ordre de marche

Le titulaire dispose d'un délai de trente jours à compter de la date de livraison et de l'installation de l'ensemble de la prestation pour effectuer la mise en œuvre de marche de la plateforme.

L'installation du matériel et sa mise en ordre de marche sont effectuées par le titulaire, sous sa responsabilité et sans supplément de prix.

7.2. Vérification d'aptitude

La vérification d'aptitude a pour objectif de constater que la plateforme livrée présente les caractéristiques fonctionnelles et techniques qui le rendent apte à remplir les fonctions précisées au CCTP. La vérification d'aptitude permet également de valider les documents remis par le titulaire.

Après avoir effectué la mise en marche de la plateforme, le titulaire avisera la personne responsable du marché de la date à laquelle les prestations pourront être présentées en vue de ces vérifications.

La personne responsable du marché informera alors le titulaire des jours et heures fixés pour ces vérifications, afin de lui permettre d'y assister ou de se faire représenter.

Le délai imparti au pouvoir adjudicateur pour procéder à la vérification d'aptitude et notifier sa décision au titulaire du marché est de 30 jours à compter de la date de notification du procès-verbal de mise en œuvre de marche de l'application.

Si la vérification d'aptitude est satisfaisante, l'acheteur établit un procès-verbal contradictoire de constat d'aptitude.

En revanche, si la vérification d'aptitude n'est pas satisfaisante, l'acheteur prononce l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations, conformément à l'article 34 du CCAG TIC.

L'acheteur prononce l'admission des prestations, si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission.

En cas d'admission tacite, l'admission prend effet au terme du délai de sept jours mentionné au premier alinéa de l'article 33.2.2 du CCAG TIC.

Lorsque l'acheteur estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, il peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau à l'acheteur, les prestations mises au point, dans un délai de quinze jours.

Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de dix jours, à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, l'acheteur a le choix de prononcer l'admission des prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans les conditions prévues ci-après, dans un délai de quinze jours courant de la notification du refus du titulaire ou de l'expiration du délai de dix jours ci-dessus mentionné.

Le silence gardé par l'acheteur au-delà de ce délai de quinze jours vaut décision de rejet des prestations.

Si le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, l'acheteur dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.

Lorsque l'acheteur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze jours suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, l'acheteur dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision.

A défaut d'une telle notification, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire et l'admission est réputée sans réfaction.

Lorsque l'acheteur estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total.

La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

7.3. Vérification de service régulier

La vérification de service régulier a pour but de constater que la plateforme est capable d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation et remplissent les fonctions attendues selon les règles de l'art.

Il sera procédé à des tests ayant pour but de vérifier les fonctionnalités de la plateforme et/ou de mesurer ses performances. GRAND PARIS AMENAGEMENT pourra procéder à ses propres protocoles de tests et d'essais.

Les ressources humaines nécessaires seront alors mises à disposition par GRAND PARIS AMENAGEMENT.

Durant cette phase, le titulaire fournit l'assistance technique nécessaire à la correction des anomalies (bogues, anomalies mineures et majeures...). L'acheteur signale au titulaire tout dysfonctionnement

constaté. Celui-ci s'engage à intervenir dans les 24 heures pour corriger chaque dysfonctionnement du service régulier.

La mise en œuvre de ces dispositions ne fait pas obstacle à l'application des pénalités prévue au présent CCAP, en cas d'indisponibilité totale ou partielle des équipements.

Le service est réputé régulier si les prestations concernées n'ont pas été soumises à des pénalités d'indisponibilité pendant les deux derniers mois de la période de vérification définitive et si tous les dysfonctionnements signalés ont été corrigés dans les délais impartis.

A l'issue de cette période de vérification de service régulier, GRAND PARIS AMENAGEMENT dispose de sept jours pour notifier au titulaire sa décision. Si la vérification de service régulier est positive, la personne responsable du marché prononce la réception définitive des prestations.

La réception définitive peut être limitée aux seuls éléments dont la régularité de service a été vérifiée.

Si la vérification de service régulier est négative, la personne responsable du marché prononce :

- soit l'ajournement des prestations, en vérifiant pendant une nouvelle période de deux (2) mois la régularité du service après correction par la titulaire du marché, des erreurs constatées,
- soit l'admission avec réfaction lorsque les prestations, sans satisfaire entièrement aux conditions du marché, peuvent être utilisées en l'état,
- soit le rejet du logiciel.

En cas d'ajournement, le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours ouvrés pour procéder à une nouvelle présentation et effectuer les mises au point nécessaires au bon fonctionnement du logiciel ou présenter ses observations. Ce délai court à compter de la notification de la décision d'ajournement par l'acheteur.

En cas de silence du titulaire ou à défaut d'une nouvelle présentation des prestations à l'expiration de ce délai, l'acheteur peut prononcer, soit l'admission avec réfaction, soit le rejet des prestations.

Les délais accordés au titulaire du marché dans le cadre du présent article ne justifient pas par eux-mêmes l'octroi d'une prolongation du délai contractuel d'exécution.

Lorsque les prestations sont admises avec réfaction, la personne publique notifie sa décision motivée au titulaire du marché.

Le titulaire du marché dispose d'un délai de quinze (15) jours pour présenter ses observations ; son silence, à l'issue de ce délai emporte acceptation de la décision de GRAND PARIS AMENAGEMENT.

L'absence de réponse du pouvoir adjudicateur aux observations présentées par le titulaire ne vaut pas acceptation de celles-ci.

7.4. Réception définitive

La réception définitive ne pourra avoir lieu que si toutes les corrections demandées lors des vérifications ont été réalisées.

7.5. Conséquences financières d'une décision de rejet des prestations

Lorsque les prestations sont rejetées, les sommes correspondantes déjà versées au titulaire avant la réception définitive sont restituées à GRAND PARIS AMENAGEMENT sauf si celle-ci reconnaît l'utilité de tout ou partie des prestations réalisées. Dans ce dernier cas, le montant à restituer est fixé d'un commun accord.

7.6. Maintenance

La vérification des prestations de maintenance s'effectuera au fur et à mesure de leur exécution.

7.7. Réceptions partielles

En tant que de besoin, des réceptions partielles peuvent être prononcées par l'acheteur.

La procédure prévue au présent article 7 est alors suivie pour chaque élément des prestations confiées au titulaire faisant l'objet d'une procédure de réception.

8. RESPONSABILITE DU TITULAIRE – CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNEES

8.1. Responsabilité

Le titulaire est responsable de l'ensemble des prestations à fournir. A ce titre, il est responsable notamment de la définition et de la coordination des moyens qu'il doit mettre en œuvre, du respect des dispositifs méthodologiques et de plan de qualité. Pendant toute la durée d'exécution du marché, le personnel du titulaire restera sous l'entière responsabilité de ce dernier.

Il appartient au titulaire de se conformer à l'ensemble des obligations du marché, de conseiller GRAND PARIS AMENAGEMENT durant le marché, de l'avertir de toute difficulté qu'il pourrait percevoir et d'assurer toutes les actions utiles et nécessaires à la bonne fin des prestations à réaliser.

En particulier, en cas de difficultés susceptibles d'entraîner un retard pour la mise en service, le titulaire s'engage à informer immédiatement GRAND PARIS AMENAGEMENT et à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour qu'un fonctionnement adéquat puisse être assuré à l'ouverture des premiers services.

8.2. Confidentialité

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Une information confidentielle désigne toute information de quelque nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique), sur tout support dont l'acheteur est propriétaire ou titulaire, et qui est communiquée au titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec l'acheteur. Le titulaire et son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, ne peuvent l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues au marché.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments :

- qui étaient dans le domaine public au moment de leur divulgation ou que l'acheteur aurait lui-même rendus publics pendant l'exécution du marché ;

- signalés comme présentant un caractère non confidentiel et relatifs aux prestations du marché ;
- qui ont été communiqués au titulaire par un tiers ayant légalement le droit de diffuser ces informations, documents ou éléments, comme le prouvent des documents existant antérieurement à leur divulgation.

8.3. Protection des données

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché. A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications nécessaires pour se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

9. PENALITES

Les délais d'exécution relatifs à la mise en œuvre du SI comptable, budgétaire et financier sont précisés dans le CCTP et dans le planning qui y est fixé par GPA (voir paragraphe 7.1 du CCTP).

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Pénalité pour retard en cas de dépassement du délai d'exécution	<p>En cas de dépassement du délai d'exécution prévu au contrat le titulaire encourt les pénalités pour retard calculées au moyen de la formule $P = V \times R / 1000$.</p> <p>Avec :</p> <p>P : montant de la pénalité V : valeur HT de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable R : nombre de jours calendaires de retard</p>

En ce qui concerne les retards dans l'exécution de la prestation listée ci-dessous, le titulaire encourt, sur simple constatation de GPA et sans mise en demeure préalable, la pénalité suivante :

Type de faute	Pénalité
Retard dans l'ouverture de service	700 € HT par jour calendaire de retard

9.1. Pénalités pour les dépassements des délais d'exécution de la maintenance

Une pénalité sera imposée en cas de non-respect des délais attendus, aux termes du paragraphe 5.4 du CCTP, s'agissant de la maintenance et l'exploitation de la solution proposée.

En cas d'anomalie bloquante ou majeure, une pénalité de 200 € HT par heure (au-delà de quatre heures de blocage) pourra être appliquée.

9.2. Pénalités pour indisponibilité

Des pénalités pour indisponibilité seront appliquées dans les conditions ci-après définies, pour toute indisponibilité subie par le système, constatée entre la réception provisoire et la fin du marché (période de maintenance et de garantie incluse).

Durant l'exécution du marché, période de garantie incluse, un équipement du système est déclaré indisponible lorsque, sans faute de GRAND PARIS AMENAGEMENT et en dehors des travaux d'entretien préventif, son usage est rendu impossible. L'indisponibilité ne comprend pas les interventions de réparation.

Conformément à l'article 14.2.6 du CCAG-TIC, l'indisponibilité au cours de la période de maintenance donnera lieu à l'application d'une pénalité.

L'application est tenue pour indisponible lorsque l'usage en est rendu impossible, en raison d'un défaut de fonctionnement constaté par l'acheteur. L'indisponibilité s'applique à la dernière version mise en œuvre par l'acheteur. Le délai court à compter soit de l'information soit de la saisine de GPA de cette indisponibilité vers le titulaire.

Il est prévu qu'en cas d'indisponibilité du système d'information ou d'absence de correction d'une anomalie bloquante au-delà des deux jours mentionnés par le paragraphe 5.4.1 du CCTP, le titulaire sera redevable d'une pénalité de 1 000 € HT par jour d'indisponibilité.

9.3. Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité

Conformément à l'article 14.3, en cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité mises à la charge du titulaire, celui-ci s'expose aux pénalités suivantes :

- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 0,5 % du montant exécuté des bons de commande à la date de constatation du fait générateur ;
- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 2 % du montant exécuté des bons de commande à la date de constatation du fait générateur.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

10. GARANTIES ET ASSURANCES

10.1. Garantie de bon fonctionnement

Les logiciels sont garantis de toute erreur pendant une durée d'un an à compter de la réception définitive des prestations. Cette garantie comprend tous les frais liés à la résolution des erreurs constatées par l'acheteur, et notamment, les frais de déplacement, d'hébergement, de main d'œuvre, de reparamétrage du logiciel.

Cette garantie a pour objectif d'apporter au logiciel toutes les modifications qui s'avéreront nécessaires à son bon fonctionnement optimal selon les exigences décrites au CCTP.

Si, du fait du titulaire, les systèmes livrés et installés n'atteignent pas les fonctionnalités décrites, celui-ci s'engage à effectuer sans délai tous les compléments logiciels nécessaires pour tenir cet engagement, sans frais supplémentaires pour GRAND PARIS AMENAGEMENT.

10.2. Garanties particulières

Garantie de conformité :

Le titulaire du marché garantit la conformité du logiciel aux besoins fonctionnels et aux spécifications techniques décrites au CCTP et dans la documentation d'utilisation s'y rapportant, tant que ce logiciel est utilisé conformément aux instructions d'utilisation figurant dans ladite documentation.

Garanties de version :

Sont considérées comme des versions d'un logiciel donné, la distribution de toute nouvelle version de ce logiciel décidé par l'éditeur, comprenant des améliorations du produit avec ou sans ajout de nouvelles fonctions. La distribution de ces versions est gratuite.

La version de chaque logiciel fourni au titre du marché devra être maintenue pendant quatre ans à compter de la date de réception définitive du logiciel concerné.

Dès qu'une nouvelle version est disponible, le titulaire devra informer l'acheteur des conséquences sur les équipements matériels et logiciels liés à leur éventuelle installation. Le titulaire se charge de fournir les fichiers de description de mise à jour et d'effectuer la prestation après accord du l'acheteur.

Garantie de propriété intellectuelle :

Conformément à l'article 46.2.4 du CCAG TIC, le titulaire garantit l'acheteur contre toutes les revendications de tiers relatives à la propriété intellectuelle ou industrielle des logiciels, développements et adaptations fournies au titre du présent marché.

10.3. Assurances

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier d'une assurance en responsabilité civile contractée auprès d'une compagnie d'assurance de solvabilité notoire, couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber du fait ou à l'occasion des prestations qu'il est chargé de réaliser conformément aux termes du marché, à raison des dommages de toute nature survenant pendant l'exécution des prestations.

11. DROITS DE PROPRIETE – CESSION DES DROITS

Le régime des droits de propriété intellectuelle prévus au titre du présent marché est fixé aux articles 43 et suivants du CCAG TIC.

12. FIN DU CONTRAT

12.1. Résiliation pour motif d'intérêt général

A tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation ouvre droit à indemnisation du titulaire.

L'indemnisation est fixée à 5 % du montant HT des bons de commande notifiés.

Le titulaire peut également être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. A cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

12.2. Résiliation aux torts du titulaire

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application des articles 50 et 54 du CCAG-TIC avec les précisions suivantes :

- l'acheteur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 46 du CCAG-TIC ;
- le titulaire n'a droit à aucune indemnité.

Outre les cas mentionnés à l'article 42 du CCAG-TIC, l'acheteur pourra prononcer la résiliation aux torts du titulaire dans les cas suivants :

- lorsque l'utilisation des équipements par GRAND PARIS AMENAGEMENT est gravement compromise parce que le titulaire a pris du retard dans l'exécution du marché,
- si le montant des pénalités pour retard applicables à un des postes du marché est supérieur à 20% des paiements relatifs au poste considéré,
- si les indisponibilités des matériels ou logiciels ont donné lieu à quelque pénalité que ce soit pendant trois mois consécutifs,
- si l'une ou l'autre des prestations lors des opérations de vérifications donne lieu à un rejet direct ou à un rejet faisant suite à une nouvelle présentation des équipements après ajournement.

13. PROCEDURE DE RECOURS

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal Administratif de Paris
7 rue de Jouy
Paris
75181 Paris Cedex 04

Téléphone : 01 44 59 44 00
Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr
Télécopie : 01 44 59 46 46
Site internet : paris.tribunal-administratif.fr

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

Liste des dérogations au CCAG Techniques de l'information et de la communication :

La rubrique Variation des prix de l'article 5.1 du contrat déroge à l'article 10.2.4 du CCAG pour la date d'établissement des prix en cas de remise d'offres multiples

L'article 6 du contrat déroge à l'article 16.2 du CCAG (pas de mise en œuvre de la clause environnementale générale)

La rubrique *Délai de garantie* de l'article 9 du contrat déroge à l'article 36.1 du CCAG

Par dérogation à l'article 1.2 dernier alinéa du CCAG, l'absence de mention d'une dérogation dans cette liste récapitulative ne fait pas obstacle à son caractère pleinement applicable.



Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)

[CCAG Techniques de l'information et de la communication \(TIC\) du 30 mars 2021](#)